

## L'ancêtre du Premier ministre a été lynché pour avoir condamné le génocide arménien



par **Dominic Lawson, The Times**

'Essayez d'imaginer, si vous le pouvez, l'Allemagne intervenant militairement dans un différend entre Israël et les Palestiniens en envoyant des mercenaires se battre contre l'État juif, en utilisant ses avions de combat pour abattre des avions israéliens et des drones pour bombarder des zones civiles. C'est impossible à imaginer, car l'Allemagne moderne est profondément consciente de son histoire et de la responsabilité morale qui y est associée : la négation de l'Holocauste est une infraction pénale, et Berlin a de nombreux mémoriaux aux victimes juives.

C'est exactement le contraire de la Turquie, où l'article 301 du code pénal érige en infraction le fait de qualifier le meurtre de masse froidement planifié et exécuté de sa population arménienne en 1915 de « génocide » et où même de grands romanciers comme Orhan Pamuk et Elif Shafak ont été poursuivis pour avoir permis à leurs personnages fictifs de parler en de tels termes.

Le président Recep Tayyip Erdoğan ne voit donc qu'un gain politique à réorienter des milliers de clients djihadistes de la Turquie de la guerre civile syrienne pour combattre aux côtés de l'armée azerbaïdjanaise contre les forces arméniennes dans l'enclave contestée du Haut-Karabakh, en opérant des drones ciblant la population de sa capitale et en utilisant ses avions de combat dans l'espace aérien arménien, avec des résultats mortels.

Ce territoire, qui a toujours eu une population majoritairement arménienne, a été attribué à ce qui était alors la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan par Staline. Avec la dissolution de l'Union soviétique, son peuple a voté pour l'indépendance. Cela a conduit à une guerre au cours de laquelle des milliers de personnes ont été tuées et de nombreux autres déplacés, mais une paix négociée par la Russie s'est maintenue par la suite - jusqu'à il y a deux semaines, lorsque l'Azerbaïdjan a rouvert les hostilités. Ce qui est entièrement nouveau, c'est l'implication directe d'une puissance extérieure - la Turquie - dans ce qui était auparavant un conflit purement local.

C'est le dernier exemple de la détermination d'Erdogan à être le principal sponsor militaire de l'islamisme dans tout conflit dans une ancienne partie de l'empire ottoman. Il l'a fait en Syrie, en Libye et maintenant dans le Caucase. Il est étonnant que cela soit fait par un membre de l'OTAN ; pourtant seul le gouvernement français est prêt à le signaler. C'est l'incapacité institutionnelle de l'OTAN à dire (et encore moins à faire) quoi que ce soit sur cette stratégie turque qui a poussé en novembre dernier le président français, Emmanuel Macron, à déclarer l'organisation « en état de mort cérébrale ». Et c'est Macron qui a publiquement identifié la semaine dernière l'importation par Ankara de milliers de ses mercenaires islamistes dans le conflit du Haut-Karabakh, dont il a justement fait remarquer : « C'est un fait nouveau très sérieux, qui change la situation. »

En revanche, le silence du gouvernement britannique est honteux. D'autant plus que l'extraordinaire nation arménienne - la première à devenir officiellement chrétienne, bien avant l'empire romain - avait toujours eu une fascination pour une certaine sorte d'Anglais. Lord Byron a déclaré que « l'arménien est la langue pour parler avec Dieu » (et a essayé de l'apprendre, dans ce but). William Gladstone a déclaré que « servir l'Arménie, c'est servir la civilisation ». Et un premier ministre plus tard, Winston Churchill, a été clair sur ce qui est arrivé à ce peuple : « En 1915, le gouvernement turc a commencé et a impitoyablement exécuté le massacre général et la déportation des Arméniens en Asie Mineure ... Il n'y a aucun doute raisonnable que ce crime a été planifié et exécuté pour des raisons politiques.

En effet : les Ottomans avaient subi une défaite catastrophique lors des guerres balkaniques de 1912-1913, et des millions de leurs compatriotes musulmans avaient été déplacés, fuyant l'est. Un plan a été conçu pour utiliser les provinces anatoliennes comme une nouvelle « patrie » et pour vider des Arméniens la patrie historique de ce qui était autrefois le royaume arménien (avant qu'il ne soit absorbé dans l'empire ottoman). Ainsi, environ 1,5 million d'Arméniens ont été massacrés là où ils vivaient ou (dans le cas des femmes et des enfants) menés à des marches de la mort dans le désert. Leurs biens et propriétés convoités - les Arméniens étaient des commerçants par excellence - ont été distribués aux organisateurs des massacres et par eux.

C'était une préfiguration de la politique d'Hitler de Lebensraum. Parmi les preuves apportées par les procureurs lors des procès de Nuremberg figurait le récit d'un discours de réconfort que le dictateur allemand a prononcé à Obersalzberg à ses généraux, immédiatement avant l'invasion de la Pologne, dans lequel Hitler posait la question rhétorique : « Qui, après tout, parle aujourd'hui de l'anéantissement des Arméniens ?

Le langage de certains des organisateurs de ce génocide a également anticipé la cale biologique dépravée des nazis. Le Dr Mehmed Resid, le gouverneur de la province de Diyarbakir, a déclaré : « Nous les liquiderons avant qu'ils ne nous liquident... les bandits

arméniens étaient une charge de microbes nuisibles qui avaient affligé le corps de la patrie. N'était-ce pas le devoir du médecin de tuer les microbes ?

En fait, la famille du Premier ministre britannique est intimement liée à cet épisode, et héroïquement. L'arrière-grand-père paternel de Boris Johnson, Ali Kemal Bey, était un journaliste et rédacteur en chef turc qui est entré en politique et est devenu ministre ottoman de l'Intérieur. Il était, peut-être plus que toute autre personnalité publique ottomane, déterminé à traduire en justice les milliers d'auteurs des massacres des Arméniens - et explicite à ce sujet. En 1919, il écrivait : « N'essayons pas de rejeter la faute sur les Arméniens ; il ne faut pas se flatter que le monde soit rempli d'idiots. Nous avons pillé les biens des hommes que nous avons déportés et massacrés ... un crime historiquement singulier a été commis, un crime devant lequel le monde frémit.

Ce sont précisément ces expressions (qui ont quelque chose du style prose de son arrière-petit-fils) qui ont conduit à l'enlèvement de Kemal dans un salon de coiffure d'Istanbul et, en temps voulu, à sa lapidation et à son lynchage. Un récit a décrit comment « son corps couvert de sang a été par la suite pendu avec un gribouillage sur la poitrine qui disait « Artin Kemal ». » Le fait est que « Artin » est un nom arménien : c'était, de l'avis des assassins, l'ultime insulte à perpétrer sur son cadavre.

Autant que je sache, alors que Boris Johnson serait fier de son ascendance turque - et quand il est devenu Premier ministre, il a été acclamé comme « petit-fils ottoman » par la presse turque - il n'a jamais parlé en public du meurtre de son antécédent, ou les raisons de cela. Je doute fort qu'il en ait parlé lors de son entretien téléphonique avec Erdogan le 28 septembre, qui, apparemment, a évoqué les événements du Haut-Karabakh. Le bureau d'Erdogan a publié une déclaration selon laquelle « les deux dirigeants ont discuté des mesures économiques pour atteindre un volume commercial de 20 milliards de dollars entre les deux pays, ainsi que des mesures visant à renforcer la coopération dans l'industrie de la défense ».

Cela soulève trois questions. Erdogan est-il vraiment la personne à qui le gouvernement britannique devrait augmenter les ventes d'armes ? Que ressentira le Premier ministre s'il est habitué à massacrer davantage d'Arméniens ? Et que dirait son arrière-grand-père ?.

publié par Jean Eckian (15 octobre 2020) sur armenews.com